

Unité départementale de l'Oise  
283, rue de Clermont  
ZA de la Vatine  
60000 Beauvais

Beauvais, le 16/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ARCTIC LONGUEIL**

ZAC Paris Oise  
Avenue de Madrid  
60126 Longueil-Sainte-Marie

Références : IC-R/141/25-CN/SF  
Code AIOT : 0005103853

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2025 dans l'établissement ARCTIC LONGUEIL implanté ZAC Paris Oise Avenue de Madrid 60126 Longueil-Sainte-Marie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'accident industriel survenu le 26 septembre 2019 à Rouen a montré l'importance de pouvoir disposer rapidement d'un état des stocks, à la fois pour la gestion de l'accident par les services de secours et la communication de crise par la préfecture.

Par retour d'expérience de cet accident, les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels des installations classées soumises à autorisation ont

été complétées pour imposer la tenue d'un état des matières stockées et la disponibilité de cet état.

L'inspection réalisée s'inscrit dans le cadre d'une action nationale "coup de poing - état des stocks" visant à contrôler la mise en œuvre de ces dispositions par les exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement. Elle a été menée de manière inopinée.

La société Arctic Longueil, située à Longueil-Sainte-Marie, exploite un entrepôt composé de 4 bâtiments de stockage distincts (A, B, C et D), divisés chacun en 6 cellules (4 750 m<sup>2</sup> pour un volume de stockage de 47 500 m<sup>3</sup> par cellule). Le volume de stockage est de 1 140 000 m<sup>3</sup> pour une quantité maximale de matières combustibles de 121 640 t. Le propriétaire Arctic Longueil loue ses bâtiments à différents locataires.

Lors de la visite d'inspection, l'Inspection des Installations Classées a contrôlé :

- le bâtiment C dans son intégralité, en interrogeant les locataires C-log (cellules 1, 2 et 3) et La Brosse et Dupont (cellules 4, 5 et 6) ;
- le bâtiment D, occupé par le locataire Groupe Etam.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARCTIC LONGUEIL
- ZAC Paris Oise Avenue de Madrid 60126 Longueil-Sainte-Marie
- Code AIOT : 0005103853
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ARCTIC LONGUEIL est spécialisée dans l'exploitation d'entrepôts logistiques. Le site est implanté sur la commune de Longueil-Sainte-Marie dans l'Oise.

Le site est autorisé à exploiter ses installations conformément à l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2003, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 13 octobre 2017 et du 6 août 2021.

Le site est notamment classé à autorisation au titre de la rubrique 1510 (stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts) de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Les installations exploitées regroupent 4 bâtiments distincts, A, B, C et D, comportant tous 6 cellules de 4 750 m<sup>2</sup> louées par des sociétés de logistique.

Le volume total des bâtiments représente 1 140 000 m<sup>3</sup> (volume de 47 500 m<sup>3</sup> par cellule) pour un stockage maximal de 121 640 tonnes de matières combustibles.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - alinéa 1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 49)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 07/01/2025, article 3	Sans objet
2	État des matières stockées – Généralités	Arrêté Ministériel du 11/04/2027, article 1.4	Sans objet
4	État des matières stockées – Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection réalisée n'a pas mis en évidence de non-conformité majeure.

Des observations dans une logique d'amélioration continue ont été formulées ainsi que deux demandes de justificatifs.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/01/2025, article 3

**Prescription contrôlée :**

Le tableau de classement figurant à l'article 1.1 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2003 est modifié comme suit :

Rubrique	Désignation des activités	Quantité	Régime
1510.2.a	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : a) Supérieur ou égal à 900 000 m <sup>3</sup> .	Périmètre constitué de 4 bâtiments distincts (A, B, C et D) divisées chacune en 6 cellules (superficie de 4 750 m <sup>2</sup> par cellule).  Volume total de stockage : 1 140 000 m <sup>3</sup>  Quantité maximale de matières combustibles : 121 640 T	A
2663.2.a	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse	Stockage de jouets, matériels hi-fi, vidéo...	E

	<p>au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 :</p> <p>2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 10 000 m<sup>3</sup></p>	<p>Volume de stockage : 202 752 m<sup>3</sup></p>	
2910.A.2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques n<sup>os</sup> 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique n° 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du</p>	<p>Quatre chaufferies à gaz de puissance thermique 2,5 MW, soit une puissance totale de 10 MW</p>	DC

	<p>fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW .</p> <p>(*) Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes .</p>		
2925.1	Accumulateurs électriques (ateliers	7 locaux de charge de 80 kW, soit une	D

	de charge d') : 1. Lorsque la charge p r o d u i t d e l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération <sup>(1)</sup> étant supérieure à 50 kW <sup>(1)</sup> Puissance de charge délivrable c u m u l é e d e l'ensemble des infrastructures des ateliers	puissance totale de 640 kW	
--	--	-------------------------------	--

A (Autorisation) ; E (Enregistrement) ; DC (Déclaration avec contrôle périodique) ; D (Déclaration)

#### Constats :

Le 1er janvier 2021 est entré en vigueur le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement notamment la rubrique 1510.

Ce décret a introduit des évolutions pour les entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510. Il recentre le champ d'application de la rubrique afin de limiter les doubles classements, notamment avec les autres rubriques de stockage 1511, 1530, 1532 (hors produits susceptibles de dégager des poussières inflammables qui restent soumis spécifiquement à autorisation), 2662 et 2663. Ainsi, la rubrique 1510 devient la rubrique principale pour l'activité de stockage de produits combustibles et est seule applicable lorsque plusieurs rubriques de stockage ont vocation à s'appliquer. Elle ne s'applique pas lorsque l'entrepôt est utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature (à savoir, lorsque la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes).

Lors de la visite d'inspection, l'Inspection des installations classées a contrôlé :

- le bâtiment C dans son intégralité, en interrogeant les locataires C-log (cellules 1, 2 et 3) et La Brosse et Dupont (cellules 4, 5 et 6) ;
- le bâtiment D, occupé par le locataire Groupe Etam.

Les 3 locataires ont distingué dans leur état des stocks les rubriques 1510, 1530 et 1532 (voir le point de contrôle n° 2). Les installations de l'exploitant ne sont pas soumises aux rubriques 1530 et 1532. La quantité totale de matières stockées sous la rubrique 1510 n'apparaît pas sur les différents états des stocks.



La situation administrative du site et les états des stocks ne sont donc pas cohérents.  
Néanmoins, compte tenu de la présence des états des stocks permettant aux services d'incendie et de secours d'intervenir, il n'est pas proposé de mise en demeure, mais il est demandé à l'exploitant de compléter ses états des stocks.

Les rubriques apparaissant dans les différents états des stocks mais pas dans le tableau de classement de l'exploitant (rubriques 1436, 1630, 4321, 4331, 4440 et 4510) ne sont pas classées au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, car les quantités sont inférieures aux seuils de la déclaration. Les substances en quantités inférieures aux seuils ICPE/SEVESO sont bien comptabilisées.

En ce qui concerne les rubriques 1510 et 2663, les quantités stockées sont inférieures aux seuils autorisés dans l'arrêté d'autorisation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation :** il est demandé à l'exploitant Arctic Longueil, sous 15 jours, de compléter ses différents états des stocks en mettant en évidence la quantité totale de ses matières combustibles enregistrées soumises à la rubrique 1510. Cet état des stocks devra faire apparaître les différents locataires et bâtiments ou cellules.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : État des matières stockées – Généralités

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2027, article 1.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, 2. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

[...]

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 18/03/25, ont été contrôlés les locataires suivants :

- C-Log (bâtiment C, cellules 1, 2 et 3) ;
- La Brosse et Dupont (bâtiment C, cellules 4, 5 et 6) ;
- Groupe Etam (bâtiment D).

### **C-Log**

Le locataire C-Log a indiqué utiliser le logiciel "COSMOS" pour suivre son état des stocks.

Ce locataire a fourni à l'Inspection son état des stocks du 07/03/25 (voir l'annexe n° 1). Cet état des stocks fait apparaître les rubriques ICPE (1510, 1530, 1532, 2663-1, 2663-2, 4331), la description simplifiée des produits, le poids en tonne, le volume en m<sup>3</sup> et litre et la répartition par cellule. Un état des stocks détaillé des rubriques 1530, 1532, 1510 a également été fourni par l'exploitant. Cependant, le volume dans l'état des stocks fourni par le locataire C-Log n'est pas correctement renseigné (il est indiqué 0 m<sup>3</sup>). Il est donc demandé au locataire de compléter son état des stocks.

L'état des stocks intègre les matières non dangereuses.

Le locataire C-Log a indiqué qu'un comptage manuel des palettes est effectué de manière hebdomadaire (tous les vendredis).

Concernant la rubrique 4331, le locataire a indiqué être limité par le propriétaire Arctic Longueil à stocker 20 t de produit sous cette rubrique. Le jour de l'inspection, ils avaient 16 t de matières (parfums et bougies) soumises à cette rubrique.

### **La Brosse et Dupont (LBD)**

Le locataire La Brosse et Dupont a indiqué utiliser le logiciel "AS 400" pour suivre son état des stocks.

Ce locataire a donc fourni à l'Inspection son état des stocks du 18/03/25 (voir l'annexe n° 3), après une extraction excel de son logiciel. Cet état des stocks fait apparaître les rubriques ICPE (1436, 1510, 1530, 1532, 1630, 2663, 4321, 4331, 4440 et 4510), la description simplifiée des produits, le poids en tonne et la répartition par cellule. Il a simplifié son état des stocks pour l'Inspection (ils peuvent compléter leur état des stocks avec d'autres paramètres).

Le locataire LBD a indiqué transmettre un état des stocks hebdomadaire (avec poids, volume, rubrique ICPE) au poste de garde qui le transmet au propriétaire Arctic Longueil.

Par ailleurs, l'exploitant Arctic Longueil est soumis au régime de l'enregistrement pour la rubrique 2663 "Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50 % de polymères". Il est autorisé pour un volume de 202 752 m<sup>3</sup>. L'état des stocks fourni par le locataire LBD ne fait mention que de la masse des matières soumises à cette rubrique, et non du volume. Il est donc demandé à l'exploitant de compléter cet état des stocks.

### **Groupe Etam**

L'Inspection s'est présentée au portail du bâtiment D, loué par le locataire Groupe Etam vers 16h30. Le gardien a ouvert le portail. L'Inspection a été accueillie par la responsable administrative du groupe (et le gardien du site) qui a indiqué que le site était fermé depuis 15 h et qu'il aurait fallu prendre rendez-vous. L'Inspection a expliqué qu'il s'agissait d'un contrôle inopiné, fait dans le cadre d'une action coup de poing nationale. La responsable administrative a été compréhensive, et bien qu'elle n'ait pas proposé à l'Inspection d'entrer et de visiter l'entrepôt, elle a fourni l'état des stocks du 14/03/2025 (voir l'annexe n° 5).

Cet état des stocks fait apparaître les rubriques ICPE (1510, 1530, 1532, 2663), la description simplifiée des produits, le poids en tonne, le volume en m<sup>3</sup> et la répartition par cellule.

Le locataire Groupe Etam a indiqué transmettre un état des stocks hebdomadaire (avec poids, volume, rubrique ICPE) au poste de garde qui le transmet au propriétaire Arctic Longueil.

Le locataire a indiqué ne pas stocker de matière dangereuse.

#### **Commun**

Les différents états des stocks présentés répondent aux prescriptions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 04/10/10. Néanmoins, ils sont incomplets pour répondre aux prescriptions de l'article 1.4. de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/17, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

##### **Observations :**

##### **C-Log**

Il est demandé à l'exploitant Arctic Longueil, sous 15 jours :

- de compléter la ligne 4331 de l'état des stocks du locataire C-Log en indiquant le poids total des parfums ;
- de compléter l'état des stocks du locataire C-Log en faisant apparaître le volume des matières soumises à la rubrique 1510.

##### **La Brosse et Dupont (LBD)**

Il est demandé à l'exploitant Arctic Longueil, sous 15 jours, de compléter l'état des stocks du locataire LBD en faisant apparaître le volume des matières soumises à la rubrique 2663.

##### **Groupe Etam**

Compte tenu de la fermeture du site, l'Inspection n'a pas fait de visite de terrain.

#### **Commun**

Bien que les différents états des stocks présentés répondent aux prescriptions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 04/10/10, ils sont incomplets pour répondre aux prescriptions de l'article 1.4. de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/17, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

Pour rappel, les matières dangereuses (substances ou mélanges visés par les rubriques ICPE 4xxx, 1450, 1436) doivent figurer dans l'état des stocks :

- zone par zone,
- regroupées par « familles de mention de danger » et non par rubrique ICPE.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : État des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - alinéa 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des stockages
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] « L'état des matières stockées [...] est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 18/03/25, ont été contrôlés les locataires suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- C-Log (bâtiment C, cellules 1, 2 et 3) ;</li> <li>- La Brosse et Dupont (bâtiment C, cellules 4, 5 et 6) ;</li> <li>- Groupe Etam (bâtiment D).</li> </ul> <p><b>C-Log</b></p> <p>Le locataire C-Log a fourni les plans des différents niveaux de ses cellules (voir l'annexe n° 2). Ces plans, en couleurs, mettent en évidence le type de stockage (racks, palettes, cintres...).</p> <p>Lors de la visite de site, l'Inspection a contrôlé que les plans fournis et les méthodes de stockage correspondent bien à la réalité.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant Arctic Longueil a transmis le 16/01/25, un dossier de porter à connaissance concernant la mise en place d'une mezzanine dans la cellule 2 du bâtiment C et de la création d'un nouveau local de stockage de parfum dans un ancien local de stockage. Ces modifications, en cours d'instruction au moment de la rédaction du rapport, sont toujours d'actualité.</p> <p>Il a donc été constaté par l'Inspection lors de la visite de terrain que le second local de stockage de parfums et la cellule 2 du bâtiment C sont vides. Une remarque a été formulée sur la nécessité de remettre à jour le plan de cette cellule.</p> <p><b>La Brosse et Dupont (LBD)</b></p> <p>L'exploitant Arctic Longueil a transmis le 04/12/24, un dossier de porter à connaissance concernant le développement de son activité de préparation de box promotionnels et de préparation de commandes hétérogènes à partir de produits stockés sur le site de Longueil-Sainte-Marie et de produits dangereux présents sur une autre plateforme logistique située dans l'Oise. Ces modifications, en cours d'instruction au moment de la rédaction du rapport, sont toujours d'actualité.</p> <p>Le locataire LBD a indiqué que le plan des stockages correspondait à celui apparaissant dans le dossier de porter à connaissance (voir l'annexe n° 4). Lors de la visite de terrain, le locataire LBD a</p>

montré une armoire de sécurité pour les produits chimiques classés sous les rubriques 4321, 4331, 4440, 4510. Cette armoire de sécurité permet le stockage de produits dangereux en cas d'interdiction de circuler annoncée par la Préfecture. En fonctionnement normal, ces produits ne sont pas stockés sur site, mais ne font que y transiter (sujet du dossier de porter à connaissance évoqué ci-dessus).

#### **Groupe Etam**

Compte tenu du contexte de cette visite (site fermé), le sujet n'a pas été abordé.

L'Inspection n'est donc pas en mesure de statuer sur la conformité à la prescription.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

##### **Observation :**

##### **C-Log**

Il est demandé à l'exploitant Arctic Longueil, sous 15 jours :

- d'identifier les locaux de matières dangereuses (parfums) avec le pictogramme approprié sur les plans des cellules du locataire C-Log ;
- de faire apparaître sur les plans du locataire C-Log le numéro des cellules ainsi que les niveaux des cellules ;
- de mettre à jour les plans de stockage du locataire C-Log suite aux travaux effectués dans la cellule 2.

#### **Groupe Etam**

Demande de justificatif n° 1 : il est demandé à l'exploitant Arctic Longueil, sous 15 jours, de fournir un plan de stockage du locataire Groupe Etam.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

#### **N° 4 : État des matières stockées – Fiches de données de sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, 2. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.

##### **Prescription contrôlée :**

[..]

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

##### **Constats :**

### **C-Log**

Le locataire C-Log a indiqué disposer des fiches de données de sécurité (FDS) pour les parfums stockés sous format papier et numérique.

Il a présenté lors de la visite de terrain le placard, près de l'entrée du bâtiment, dans lequel sont stockés, par année, les classeurs contenant l'ensemble des fiches de données de sécurité.

Rappel : la Fiche de Données de Sécurité dans sa version la plus récente doit être accessible à tous les travailleurs utilisant le produit (cf. article R. 4412-38 du Code du travail).

### **La Brosse et Dupont (LBD)**

Le locataire LBD a indiqué disposer des fiches de données de sécurité pour les parfums stockés sous format papier et numérique.

Il a présenté son dossier papier contenant les fiches de données de sécurité.

### **Groupe Etam**

Le locataire Groupe Etam a indiqué ne stocker que du textile et aucun produit dangereux. Il n'a pas présenté de fiche de donnée de sécurité.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

#### **Observation**

#### **Commun**

Afin d'éviter les erreurs sur la version de FDS à prendre en compte, il est demandé à l'exploitant de veiller à ce que la version imprimée de la FDS mise à disposition des salariés soit bien la dernière fournie par le fabricant du produit chimique (cf. article R. 4412-38 du Code du travail).

**Type de suites proposées :** Sans suite

### **N° 5 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 49)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, 2. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.

#### **Prescription contrôlée :**

[...]

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

[...]

**Constats :**

### **C-Log**

Le locataire C-Log a indiqué utiliser le logiciel "COSMOS" pour suivre son état des stocks. Il est mis à jour quotidiennement à J-1. Le locataire double cet état des stocks avec un fichier excel intitulé "suivi DREAL", présenté le jour de l'inspection.

L'état des stocks est enregistré sur un serveur en Bretagne, où se situe le siège social de l'entreprise. Il est donc disponible en permanence en cas de sinistre sur le site de Longueil-Sainte-Marie (perte d'électricité sur site, locaux administratifs inaccessibles...).

### **La Brosse et Dupont (LBD)**

Le locataire LBD a indiqué utiliser le logiciel "AS 400" pour suivre son état des stocks. Il a effectué le jour de l'inspection une extraction excel de son état des stocks.

Le locataire a indiqué qu'il était possible de retrouver leur état des stocks depuis n'importe lequel de leur site en France. Il suffit de se connecter à leur logiciel informatique. L'état des stocks est donc disponible en permanence en cas de sinistre sur le site de Longueil-Sainte-Marie (perte d'électricité sur site, locaux administratifs inaccessibles...).

### **Groupe Etam**

Compte tenu du contexte de cette visite (site fermé), le sujet n'a pas été abordé.

L'Inspection n'est donc pas en mesure de statuer sur la conformité à la prescription.

### **Commun :**

Les différents états des stocks sont transmis au poste de garde chaque semaine qui les transmet au propriétaire Arctic Longueil.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

#### **Groupe Etam**

**Demande de justificatif n° 2 :** il est demandé à l'exploitant Arctic Longueil, sous 15 jours, de justifier de l'accessibilité de l'état des matières stockées en cas de sinistre (perte d'électricité sur site, locaux administratifs inaccessibles...) du locataire Groupe Etam.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours